

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1913.

Proposition de loi supprimant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le 26 novembre 1903, la Chambre fut saisie par MM. G. Delbastée, L. Bertrand, E. Anseele, Ant. Delporte, M. Terwagne et L. Meysmans d'une proposition de loi portant interdiction de l'emploi de la céruse dans les travaux de peintures en bâtiment.

Cette proposition fut renvoyée aux sections et une section centrale, composée de MM. Nérinx, président, A. Verhaegen, rapporteur, Cousot, Van Limburg-Stirum, Delporte, Mabilie et Van Cleemputte, examina consciencieusement la proposition de loi et déposa son rapport le 19 février 1908.

Après avoir entendu la lecture du rapport, la section centrale fut saisie, par M. Verhaegen, d'une proposition de loi destinée à remplacer celle de MM. Delbastée et consorts.

« Plusieurs des articles du nouveau texte, disait M. Verhaegen, sont directement inspirés par la proposition de MM. Delbastée et consorts. » Il ajoutait :

« A ces derniers revient l'honneur d'avoir saisi la Chambre de la question du saturnisme, d'avoir demandé qu'une loi intervienne de préférence à des arrêtés royaux et d'avoir formulé plusieurs des dispositions maintenues dans le nouveau texte. »

La proposition Delbastée interdisait l'emploi de la céruse dans les ateliers, chantiers, bâtiments et tous autres lieux où s'exécutent des travaux de peinture en bâtiments. Cette interdiction partielle ou totale des autres produits à base de plomb employés dans les travaux de peinture pouvait être prononcée par arrêté ministériel, le Conseil d'hygiène entendu.

Par contre, la proposition Verhaegen ne tendait qu'à interdire « la vente, le transport et l'emploi de la céruse, destinée aux travaux de peinture, qu'en *poudre, en morceaux ou en pains*. La céruse destinée aux travaux de peinture, pouvait être vendue, transportée et employée, *sous forme de pâte broyée et malaxée au moyen d'huile*.

La Chambre consacra plusieurs séances à la discussion de cette proposition de loi.

Elle vota la proposition de M. Verhaegen; mais celle, plus radicale, de MM. Delbastée et consorts, reprise sous forme d'amendement, ne fut rejetée qu'à une voix : 58 membres répondirent oui, 59 répondirent non et 1 membre s'abstint.

Développant sa manière de voir, l'honorable M. Verhaegen, dans son rapport, page 29, déclara estimer « qu'il convenait, tout au moins *comme première étape*, de ne pas aller plus loin que la Suisse et la France et de se souvenir que ni l'Allemagne, ni l'Autriche, où l'on ne redoute pas la réglementation en matière sociale, n'ont adopté jusqu'ici de dispositions prohibitives. »

La Chambre vota donc le texte que l'on trouvera plus loin, aux annexes.

Deux arrêtés royaux, le premier en date du 5 novembre 1910, le second du 25 juillet 1910 furent pris en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 20 août 1909.

Les mesures imposées par l'arrêté royal du 5 novembre 1910 concernent la fabrication de la céruse, celle des oxydes de plomb (massicot, litharge, minium), ainsi que la fabrication du chromate de plomb et des couleurs qui en renferment. Elles visent, d'une manière générale, la construction des locaux, leur ventilation, ainsi que leur nettoyage et celui des appareils et ustensiles; elles imposent, d'autre part, de minutieuses précautions de propreté aux ouvriers.

Ces derniers sont soumis à une visite mensuelle, aux frais des fabricants, par un médecin agréé par le Ministre.

Les ouvriers atteints de saturnisme chronique et ceux qui présentent des symptômes récidivants d'intoxication aiguë sont écartés définitivement des travaux qui exposent à l'empoisonnement.

Les ouvriers dont l'état de santé général est mauvais au moment de l'examen sont écartés temporairement.

Des conditions spéciales sont, en outre, imposées pour les diverses opérations de la fabrication des produits.

L'arrêté royal du 25 juillet 1910 régit l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment. Il impose, tant aux ouvriers qu'aux patrons, une série de mesures prophylactiques. En outre, les patrons sont obligés de faire examiner trimestriellement, par un médecin agréé, leur personnel ouvrier. Les saturnins chroniques et les malades présentant des symptômes récidivants d'intoxication aiguë sont écartés définitivement des manipulations du blanc de plomb.

Les ouvriers, dont l'état de santé général est trouvé mauvais au moment de l'examen, sont écartés temporairement des travaux insalubres.

Le personnel ouvrier est tenu de se soumettre aux visites médicales précitées.

Il est difficile de savoir exactement ce qu'a produit la loi, entrée en vigueur le 2 septembre 1910, il y a donc trois ans.

Dans la séance de la Chambre du 8 août 1912, l'honorable M. Verhaegen questionna M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Je crois utile de reproduire ici le texte de la question et la réponse de l'honorable chef du Département :

Voici la question :

« La loi du 20 août 1909 sur la céruse est entrée en vigueur le 2 septembre 1910, en ce qui concerne l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiments, et le 1^{er} janvier 1914, en ce qui concerne la fabrication de ce produit et des autres composés de plomb.

» Un arrêté royal du 25 juillet 1910 prescrit aux chefs d'entreprise :

» 1° De faire examiner trimestriellement, par un médecin agréé par le ministre de l'industrie et du travail, le personnel employé dans les entreprises de peintures en bâtiments;

» 2° De tenir un registre spécial sur lequel le médecin agréé consigne les constatations faites au cours de ses examens.

» Ce registre est remis aux agents de l'autorité à chaque réquisition. L'arrêté punit d'amende les infractions et charge les inspecteurs du travail de veiller à l'exécution de ces prescriptions.

» Un arrêté royal du 5 novembre 1910 règle, d'une façon analogue, bien que plus sévère, ce qui concerne la fabrication de la céruse et autres composés de plomb.

» Je prie M. le ministre de l'industrie et du travail de me faire connaître si les mesures prérappelées sont exactement observées partout et si elles permettent déjà de constater, soit que des cas nouveaux de saturnisme aient été signalés depuis l'application de la loi, soit que l'état sanitaire des ouvriers examinés régulièrement, les uns depuis le 2 septembre 1910, les autres depuis le 1^{er} janvier 1914, et trouvés indemnes à cette époque, ne laisse pas à désirer au point de vue spécial des affections saturnines ?

» Que si les mesures prescrites par les arrêtés royaux prérappelés ne permettraient pas de se rendre un compte exact de l'état de santé des ouvriers, je serais heureux d'apprendre que M. le ministre se propose de compléter ces mesures à bref délai.

» A quelle époque M. le ministre prévoit-il qu'il sera possible de juger des effets de la loi du 20 août 1909 et de conclure soit au maintien de cette loi, soit à l'opportunité de mesures légales nouvelles. »

M. le Ministre répondit :

« Les inspecteurs-médecins du travail surveillent avec soin l'application des mesures prescrites par les arrêtés royaux du 25 juillet et du 5 novembre 1910 relativement aux examens médicaux du personnel employé tant dans les fabriques de composés de plomb que dans l'industrie de la peinture en bâtiments.

» Les médecins chargés des examens ont pour mission d'indiquer aux ouvriers la valeur et l'importance des moyens prophylactiques individuels; des tracts visant le même but sont distribués à l'occasion de ces examens. Il y a donc lieu d'espérer que les mesures prescrites auront pour résultat de diminuer progressivement les dangers qui proviennent de la manipulation des sels de plomb.

» Le saturnisme étant une affection paroxystique et intermittente, sujette

à des rémissions qui durent de nombreuses années, il est parfois malaisé de discerner la part d'intervention d'un facteur ancien dans la production d'un nouvel accès; c'est pourquoi *il est prudent d'attendre au moins encore deux ou trois ans avant de juger des effets de la loi du 20 août 1909* (1). »

Il résulte de cette réponse du Ministre que, il y a un an, il n'y avait pas moyen de pouvoir juger des effets de la loi du 20 août 1909.

Le 22 octobre dernier, je posai à mon tour, à M. le Ministre Hubert, la question suivante :

« La loi du 20 août 1909 relative à l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture a-t-elle donné lieu à de nombreux procès-verbaux et à des poursuites ? »

« Monsieur le Ministre voudrait-il me faire connaître le nombre, par année, ainsi que les condamnations prononcées ? »

Le Ministre de l'industrie et du travail m'a fait la réponse suivante :

Réponse : Indépendamment de la loi du 20 août 1909, la réglementation relative à l'emploi de la céruse comprend les arrêtés royaux des 20 et 25 juillet 1910.

L'inspection du travail n'a relevé, par procès verbal, aucune infraction à la loi du 20 août 1909, ni à l'arrêté royal du 20 juillet 1910.

En ce qui concerne l'arrêté royal du 25 juillet 1910, le tableau ci-contre fait connaître, par année, le nombre des procès-verbaux dressés ainsi que les condamnations prononcées :

(1) Ce passage est souligné par nous.

Procès-verbaux dressés et suites judiciaires.

Désignation des		INFRACTIONS CONSTATÉES.	Nombre de procès- verbaux.	CONDAMNATIONS PRONONCÉES. — Nature.	Nombre.
années.	articles non observés.				
1910	8	Examen médical trimestriel non effectué	2	Deux amendes de 26 francs, sursis deux ans	1
	15	Refus d'ouvriers peintres de subir l'examen médical	1	Amende de 5 francs ou un jour de prison	A charge de chaque prévenu.
		Total. . .	5		
1911	8	Examen médical trimestriel non effectué	9	Amende de 2 francs ou un jour de prison, sursis un an	3
				Amende de 5 francs ou deux fois un jour de prison, sursis un an	2
				Amende de 26 francs, sursis trois ans.	12
				Amende de 5 francs ou un jour de prison	6
	15	Refus d'ouvriers peintres de subir l'examen médical	17	Amende de 5 francs ou un jour de prison, sursis trois ans	3
				Amende de 10 francs ou deux jours de prison, sursis trois ans	1
				Trois amendes de 15 francs, sursis six mois	2
				Trois amendes de 26 francs, sursis deux ans	1
				Amende de 26 francs, sursis un an. .	6
				Amende de 15 francs ou trois fois deux jours de prison, sursis six mois. .	A charge de chaque prévenu.
		Total. . .	26		
1912	7	Absence de produits et objets nécessaires pour se rincer la bouche, se laver, etc.	1	Amende de 5 francs ou un jour de prison	1
	8	Examen médical trimestriel non effectué	4	Amende de 15 francs ou trois jours de prison, sursis un an	1
	15	Refus d'ouvriers peintres de subir l'examen médical	4	Amende de 10 francs ou deux jours de prison	A charge de chaque prévenu.
				Amende de 10 francs ou un jour de prison	3
				Amende de 20 francs ou trois jours de prison	1
				Amende de 5 francs ou un jour de prison	2
		Total. . .	19	Amende de 1 franc ou un jour de prison.	A charge de chaque prévenu.
1913 (jusqu'au 30 septembre).	5	Ponçage à sec	1	Amende de 5 francs ou un jour de prison	1
	8	Examen médical trimestriel non effectué	4	Suites judiciaires inconnues.	
	19	Obstacle à la surveillance exercée par l'inspecteur du travail.	1	Sans suites,	
		Total. . .	6		

« La loi de 1909, citée « à titre de première étape », selon la déclaration de son auteur même, et dans le but de ne pas vouloir aller plus loin que la Suisse et la France, reste une solution incomplète et boiteuse. Les abus criants persistent. Le nombre des victimes de la céruse n'a guère diminué.

Aussi l'*Union centrale des ouvriers peintres et parties similaires de Belgique* a-t-elle continué son active propagande dans le but de faire interdire, par la loi, l'emploi de la céruse. Le journal professionnel de cette Union, l'*Ouvrier peintre*, a publié une série d'articles sur la céruse concluant à sa prohibition radicale.

De plus, l'*Union centrale*, en vue des élections générales de 1912, publia une affiche illustrée qui fit sur tous une douloureuse impression. Cette association professionnelle s'adressa aux candidats des trois partis afin de leur demander leur avis sur la nécessité de voter une loi interdisant l'emploi de ce terrible poison. La plupart des députés et sénateurs répondirent favorablement à l'enquête et nous pouvons en conclure que la majorité des membres des deux Chambres est favorable à une proposition de loi dont nous prenons aujourd'hui l'initiative.

Au surplus, depuis le mois d'août 1909, date où fut votée la loi sur la céruse, la législation étrangère a fait des progrès et a largement dépassé la nôtre.

La loi française du 20 juillet 1909 entrera en vigueur en 1914. Elle stipule que l'emploi de la céruse, de l'huile de lin plombifère et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse, est interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient exécutés par les ouvriers peintres, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

Dans d'autres pays, par des arrêtés ministériels ou des ordonnances, des mesures rigoureuses ont également été prises dans ces dernières années dans le but de combattre le mal produit par l'emploi de la céruse.

En septembre 1910, à Lugano, dans sa sixième assemblée générale, le comité de l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs* adopta la résolution suivante :

« *Plomb. Peintres et enduiseurs.* — L'assemblée des délégués estime que le moment est venu d'interdire l'emploi de couleurs plombiques dans la peinture à l'intérieur et d'exiger que les vases contenant des couleurs plombiques en portent l'indication. Elle charge le bureau de faire les démarches dans ce sens auprès des sections nationales en se basant sur la pétition présentée à l'assemblée. Les sections sont priées d'appuyer efficacement cette pétition auprès de leur gouvernement au cas où ils hésiteraient à adhérer à une convention internationale (1). »

(1) La Belgique était représentée à l'assemblée de Lugano par deux délégués du Gouvernement, M. Jean Dubois, directeur de l'Office du Travail et M. le Docteur Glibert, directeur à l'Inspection du Travail et par MM. V. Brants, G. Cooreman, H. Denis, E. Mahain, A. Verhaegen et E. Waxweiler.

En vertu de cette décision, MM. H. Scherrer, A. Lachenal et Stéphan Bauer, membres du Bureau de l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs*, rédigèrent une pétition relative à la lutte contre les intoxications saturnines.

En ce qui concerne spécialement les couleurs plombiques, la pétition porte :

« Les efforts faits pour remplacer les couleurs plombiques, et notamment la céruse, par des couleurs non toxiques, datent déjà d'un siècle environ. En effet, un grand nombre de villes françaises et plusieurs ministères français décidèrent, dès le milieu du XIX^e siècle, l'interdiction de l'emploi de couleurs plombiques dans les travaux publics. Des ministères belges et le Conseil fédéral suisse suivirent leur exemple au début du XX^e siècle. Un grand nombre d'expériences faites dans l'intervalle, notamment en France, en Suisse et en Hollande, démontrèrent la possibilité du remplacement des couleurs plombiques par d'autres couleurs.

» Les enquêtes auxquelles le ministère autrichien du commerce s'est livré ont démontré que c'est surtout la peinture à l'intérieur qui compromet la santé des ouvriers. Au cours d'une enquête faite par le même ministère, les patrons enduiseurs se sont prononcés eux-mêmes en faveur de l'interdiction de l'emploi de couleurs plombiques. C'est à la suite de ces enquêtes que le Gouvernement autrichien a promulgué l'ordonnance du 13 avril 1908 portant l'interdiction de l'emploi de couleurs plombifères dans la peinture à l'intérieur. Cette interdiction, qui est entrée en vigueur le 1^{er} mai 1909, a déjà donné de bons résultats. La France a devancé toutes les autres nations dans la lutte contre les intoxications saturnines dans la peinture. Dans ce pays les autorités se sont efforcées depuis des décades à restreindre l'emploi de la céruse. *Une loi portant interdiction de l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments a été votée le 20 juillet 1909 ; elle entrera en vigueur en 1914.*

» Partant de ce principe, dont l'Association internationale pour la Protection légale des Travailleurs a fait sa ligne de conduite, savoir de ne revendiquer que ce qui est urgemment nécessaire au point de vue hygiénique, et techniquement et économiquement possible — et bien qu'un grand nombre d'essais aient démontré que les couleurs plombiques peuvent être remplacées par des couleurs non toxiques même dans les travaux à l'extérieur — l'Assemblée des délégués a décidé de ne demander aux Hauts Gouvernements que l'interdiction de l'emploi des couleurs plombiques dans les travaux de peinture à l'intérieur. Vous trouverez dans la pétition ci-jointe l'exposé des motifs de cette demande d'interdiction, et en outre celui de la nécessité d'introduire la déclaration obligatoire des couleurs à teneur de plomb, cette déclaration étant indispensable si l'on veut réaliser l'interdiction. »

Près de trois années se sont passées depuis lors et le Gouvernement belge n'ayant pas pris l'initiative de déposer un projet de loi tendant à interdire désormais l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture, nous avons pensé qu'il était de notre devoir d'user de notre initiative pour saisir le

Parlement de cette importante question en l'invitant à la résoudre au plus tôt par un texte de loi formel.

Notre proposition de loi s'inspire du texte de la loi française. Pour le surplus, nous avons emprunté à la loi belge en vigueur sur la céruse, les articles relatifs aux pénalités.

La proposition que nous soumettons à l'examen attentif et bienveillant de la Chambre, s'inspire de motifs de justice et d'humanité et j'ose espérer qu'elle recevra un accueil bienveillant sur tous les bancs de cette assemblée. Trop de problèmes nous divisent et il serait déplorable qu'un accord unanime ne puisse se produire pour résoudre une question dont la solution heureuse doit avoir pour résultat de supprimer des souffrances et d'empêcher la mort de milliers de travailleurs.

LOUIS BERTRAND.

PROPOSITION DE LOI

supprimant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

ARTICLE PREMIER.

L'emploi de la céruse, de l'huile de lin plombifère et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse, est interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient, exécutés par les ouvriers peintres, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

ART. 2.

Un arrêté royal, rendu après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique, indiquera, s'il y a lieu, les travaux spéciaux pour lesquels il pourra être dérogé aux dispositions de l'article premier,

ART. 3.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui contreviennent aux dispositions de la présente loi sont passibles d'une amende de 26 à 50 francs.

L'amende est appliquée, autant de fois qu'il y a de contraventions constatées aux articles ci-dessus ou aux arrêtés royaux pris en exécution de la loi, sans que la somme des amendes puisse excéder 500 francs.

WETSVOORSTEL

waarbij het bezigen van loodwit wordt verboden in schilderwerk uitgevoerd zoowel buiten als binnen de gebouwen.

EERSTE ARTIKEL.

Het bezigen van loodwit, van loodhoudende lijnolie en van elk gespecialiseerd voortbrengsel, loodwit bevattend, is verboden bij alle schilderwerk, van welken aard ook, door schildersknechten uitgevoerd, zoowel buiten als binnen de gebouwen.

ART. 2.

Een koninklijk besluit, uitgevaardigd na advies van den Hoogerem Raad voor de openbare gezondheid, bepaalt, zoo daartoe redenen zijn, de werken van bijzonderen aard voor welke kan worden afgeweken van de bepalingen vervat in het eerste artikel.

ART. 3.

De hoofden van ondernemingen of hunne aangestelden, die de bepalingen van deze wet overtreden worden gestraft met eene boete van 26 tot 50 frank.

De boete wordt zooveelmaal toegepast als er is vastgesteld overtreding van bovenstaande artikelen of van de ter uitvoering van de wet uitgevaardigde koninklijke besluiten, zonder dat het gezamenlijk bedrag der boeten 500 frank mag overschrijden.

En cas de récidive, l'amende est doublée, sans que la somme des amendes puisse excéder 1,000 francs.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur dans le délai d'un an à dater de sa promulgation.

ART. 5.

La loi du 20 août 1909 sur l'emploi de la céruse sera abrogée au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

In geval van herhaling, wordt de boete op het dubbel gebracht, zonder dat het gezamenlijk bedrag der boeten 1,000 frank mag overschrijden.

ART. 4.

Deze wet treedt in werking binnen den termijn van één jaar, te rekenen van hare afkondiging.

ART. 5.

De wet van 20 Augustus 1909 op het gebruik van loodwit in schilderwerk zal vervallen op het oogenblik dat deze wet van kracht wordt gemaakt.

LOUIS BERTRAND.

D^r M. TERWAGNE.

D^r G. BORGINON.

D^r Jnl. DELBEKE.

D^r P. LAMBORELLE.

D^r PERSOONS.



ANNEXE I

Proposition de loi, déposée le 26 novembre 1903, portant interdiction de l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiments.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La lutte contre l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiments se poursuit depuis de longues années.

Ce fut en 1780 que Courtois, préparateur au laboratoire de l'académie de Dijon, émit, pour la première fois, l'idée de substituer à la céruse ou carbonate de plomb — corps éminemment toxique — l'oxyde de zinc — corps non toxique.

La lutte s'engagea depuis, se continua durant tout le siècle dernier et fut l'occasion de nombreux travaux et de recherches fort intéressantes. Aujourd'hui, grâce à ces études, grâce aux travaux de médecins et d'hygiénistes de la plus haute valeur, grâce aussi à l'intervention des corps savants, congrès d'hygiène, etc., qui, résolument, ont pris parti contre la céruse, la question est définitivement tranchée, les opinions sont faites et assises sur des bases rationnelles et scientifiques.

C'est précisément le caractère scientifique des arguments employés contre la céruse qui fait que le dernier mot est dit, que ce poison ne peut plus trouver de défenseurs sérieux et que la revendication des ouvriers peintres est à la veille d'entrer dans le domaine de la pratique générale. Car on peut l'affirmer, tout le monde convient, sauf peut-être quelques intéressés, au moins de l'égalité industrielle, si pas de la supériorité de certaines substances, le blanc de zinc, par exemple, et de la céruse.

S'il en est ainsi, et cela n'est guère contestable, le problème se pose de la façon suivante :

Lorsqu'une industrie est insalubre ou dangereuse pour la santé publique, par suite de l'emploi de substances toxiques et que, sans nuire à cette industrie, il est possible de remplacer ces substances toxiques par d'autres, inoffensives, présentant les mêmes qualités industrielles que les premières, le législateur doit-il imposer l'emploi des matières non toxiques ?

Poser la question c'est la résoudre ; elle ne prête pas à deux réponses. Il est certain que cette obligation n'a pas besoin d'être justifiée.

On peut s'étonner cependant que cette substitution si humanitaire ne se soit pas imposée, déjà, par son évidence même, par sa propre force, et que l'intervention de la loi soit nécessaire pour imposer une mesure que le seul devoir d'humanité devrait faire adopter.

Mais, en ceci comme en toutes choses, il faut vaincre les préjugés — et on sait s'ils sont difficiles à déraciner — la routine, l'ignorance, l'indifférence la peur de la nouveauté, le misonéisme.

Ce sont, d'ailleurs, les mêmes causes qui, toujours, s'opposent à tous les progrès. Cela est vrai surtout en ce qui concerne l'hygiène, trop souvent méconnue ou plutôt ignorée des victimes d'accidents professionnels — j'entends par là non seulement les accidents de travail comme les définit la loi récemment votée sur la matière, mais aussi les maladies professionnelles, telles que l'intoxication saturnine ou hydrargirique, par exemple — qui sont en droit de s'en prendre à l'incurie des pouvoirs publics, lesquels n'ont pas pris les mesures propres à sauvegarder la santé et la vie des travailleurs et ont laissé se produire des malheurs évitables par la diffusion des connaissances hygiéniques et par une meilleure organisation de la défense hygiénique des travailleurs.

Si les pouvoirs publics écoutaient avec plus de respect les conseils de l'hygiène qui, tout en défendant la santé des ouvriers, cherche, et réussit toujours, à concilier celle-ci avec les intérêts bien compris de l'industrie, on arriverait rapidement à un progrès notable dans le sort des travailleurs et à une amélioration considérable de leur santé morale et physique.

Je ne puis, dans ces lignes, démontrer la vérité de cette affirmation ou établir l'influence des conditions générales du travail sur la santé des ouvriers, sur leur mortalité, sur le développement du corps et de l'esprit. Je me bornerai à rappeler que le vieil adage latin : *Mens sana in corpore sano*, est toujours vrai et que la science moderne en a fait une vérité incontestable.

Ceci dit, examinons rapidement si l'interdiction de la céruse dans les travaux de peinture se justifie au nom de l'hygiène et si le carbonate de plomb peut être remplacé par un produit non toxique sans nuire à l'industrie des peintres.

Et tout d'abord, la céruse est-elle toxique? Cela est établi à toute évidence et cette notion est aujourd'hui considérée comme un axiome.

Il peut être utile, cependant, de rappeler que les congrès d'hygiène, composés de personnes dont la compétence ne sera pas mise en doute, ont presque tous voté des ordres du jour proclamant la nécessité d'interdire l'emploi de la céruse ; le dernier congrès, tenu récemment à Bruxelles, a même élargi ce vœu et a signalé aux pouvoirs publics le danger de tous les composés du plomb.

Faut-il rappeler les travaux de MM. les professeurs Brouardel, Laborde, Dicu-lafoy et de bien d'autres encore ?

Ces travaux sont fort connus et ne laissent place à aucun doute sur la très grande toxicité du produit qui nous occupe.

Voici, sur le même sujet, un passage extrait d'une publication de l'Office international du travail :

« . . . Le docteur Gilbert, inspecteur de l'administration centrale, constate que, pendant les onze premiers mois de l'année 1896, on compte à

l'hôpital de Stuyvenberg, à Anvers, sur 3,120 entrées, 17 cas de saturnisme. Notons, ajoute-t-il, le chiffre élevé des intoxications saturnines chez les ouvriers peintres...

» On croit généralement que le peintre s'intoxique surtout pendant les préparations des couleurs ou, par défaut de propreté, au moment des repas. C'est préjugé : le peintre s'intoxique non seulement à l'atelier où se fait le mélange de la céruse en poudre et de l'huile, mais aussi, pendant le travail de ponçage à sec, les particules détachées s'introduisent dans les fosses nasales et le larynx. (*Rapport de l'inspection du travail sur l'année 1896*, vol. 2, p. 379.) M. Vanlangendonck fait une observation identique, au sujet des dangers du ponçage, dans son rapport sur la substitution du blanc de zinc au blanc de plomb, et il ajoute que le danger augmente avec la mode des peintures mates qui se répand aujourd'hui. M. Brughmans, inspecteur à l'administration centrale, constatait dans son rapport sur l'année 1893 (vol. I, p. 188) que, dans la ville de Courtrai, où deux fabriques de céruse se trouvaient alors en exploitation, il entraient annuellement 10 saturnins à l'hôpital, et que, dans le plus petit quartier de cette ville, le médecin du Bureau de bienfaisance avait soigné un nombre égal d'ouvriers atteints de saturnisme pendant l'année 1895. Or, Courtrai n'emploie que 53 ouvriers cérusiers (1895) et 88 ouvriers peintres (1896). »

Un arrêté royal du 31 décembre 1894 prescrit une série de mesures hygiéniques destinées à sauvegarder la santé des ouvriers cérusiers et proclame, lui aussi, la toxicité de la céruse en disant : « Considérant que la fabrication de tous les composés de plomb, en général, expose les ouvriers qui y sont employés à des affections graves contre lesquelles les mesures préventives actuelles sont insuffisantes, etc... »

La toxicité de la céruse ne peut donc être mise en doute, le Gouvernement belge lui-même le reconnaît dans le document que je viens de citer, mais, chose curieuse, sa sollicitude s'arrête, on se demande pourquoi, aux ouvriers cérusiers et ne s'occupe pas des peintres, qu'on laisse sans défense livrés à l'intoxication saturnine.

Cependant, les travailleurs exerçant cette profession ne sont-ils pas exposés à l'intoxication? Il suffirait, pour établir la fréquence du mal chez ces ouvriers, de rappeler, si les statistiques n'existaient pas, que la dénomination de l'une des formes les plus fréquentes de l'affection est : maladie des peintres.

Qu'est-ce donc que le saturnisme et quels sont les ravages qu'il produit?

Je n'ai pas l'intention de faire une description complète et médicale du saturnisme ou empoisonnement chronique par le plomb, mais il me sera permis de dire que cette maladie insidieuse, s'établissant sournoisement, présente une très grande diversité de symptômes allant des phénomènes les plus bénins aux manifestations les plus graves, parfois jusqu'à la mort.

C'est une affection qui suit, dans son évolution, une marche qui échappe à toute prévision. Certains sujets, les plus nombreux d'ailleurs, présentent tout d'abord des troubles digestifs, souffrent à diverses reprises d'attaques

de coliques et sont ultérieurement atteints de paralysie ou d'encéphalopathie saturnine. Chez d'autres, les troubles nerveux sont les premiers en date et ne sont accompagnés de troubles de l'appareil digestif que dans une période plus avancée de l'intoxication.

Il est fort difficile d'évaluer la dose nécessaire pour produire l'intoxication. Certains sujets présentent, en effet, des symptômes d'empoisonnement après quelques jours de manipulation du plomb; d'autres, mais ils constituent la rare exception, demandent des années avant d'être intoxiqués.

Parmi les différents symptômes, quelques-uns, tels que les coliques de plomb et la *paralysie des muscles extenseurs du bras*, sont d'une fréquence incomparablement plus grande que les autres, néanmoins, à un certain degré de l'intoxication, il n'est pas un appareil de l'économie qui ne puisse en ressentir les effets et manifester l'action toxique exercée sur son fonctionnement.

Je n'insisterai ni sur les troubles digestifs, ni sur les coliques, ni sur l'anémie ou d'autres symptômes qui peuvent être passagers et disparaître, mais je désire appeler plus spécialement l'attention sur les phénomènes nerveux de l'intoxication, phénomènes qui présentent un haut degré de gravité, peuvent entraîner la mort et trop souvent laissent la vie à un infirme bon désormais à mendier son pain. Or, ces symptômes, les tremblements musculaires, les paralysies sont d'une extrême fréquence, ils ont leur siège de prédilection dans les bras, plus fréquemment dans le bras droit et, dans les cas bien caractérisés, le malade ne peut étendre ni les doigts, ni la main qui pend inerte le long du corps.

Vous voyez dans ces conditions la ruine que présente un organisme frappé par la paralysie saturnine et l'effet utile qu'un malheureux ainsi atteint peut produire encore.

Quant à l'encéphalopathie saturnine, elle peut présenter du délire calme ou furieux, le coma, des convulsions ou des accès d'épilepsie et se terminer par la mort dans 23 p. c. des cas.

Voyons si les statistiques sont d'accord avec les médecins et si réellement la céruse est bien le poison qu'on dit être. Nous trouvons dans le *Traité des maladies professionnelles*, de Sommerfeld (traduit par le Dr Degeynst), des renseignements intéressants à ce sujet. En voici quelques-uns :

Chez les ouvriers de toutes les caisses de maladies réunies de la ville de Cologne, il y a eu, en moyenne, pendant les quatre dernières années et annuellement, sur 100 ouvriers, 56 cas et 787 jours de maladie, tandis que les mille ouvriers, environ des fabriques de couleur de plomb arrivaient pour les années 1892, 1893 et 1894, en moyenne sur 100 ouvriers, à 96, 94 et 89 cas avec 1150, 1122 et 1097 jours de maladie. (*Jahresbericht der Königl. Preuss. Regierungs-und Gewerbebehörden für 1895*, p. 195 et suiv.)

Les mêmes documents établissent que chez les peintres, les maladies d'origine plombique fournissent un chiffre extraordinairement élevé, c'est-à-dire 1/5 du nombre total des maladies.

La situation est la même partout : Les conditions du travail des peintres abrègent leur vie. Une statistique dressée par la Chambre syndicale des endui-

seurs de Paris nous apprend que, sur les 200 membres qu'elle compte, il y a eu 18 décès constatés pendant les années 1898 et 1899, et le plus âgé des défunts avait 55 ans !

Qu'on ne s'y trompe pas, le plomb tue non-seulement par lui-même, mais il déprime l'économie à tel point que l'organisme devient un terrain favorable au développement de nombreuses autres affections et plus spécialement propice à l'évolution des maladies contagieuses et surtout la phtisie. C'est ainsi qu'il ressort des documents publiés par Sommerfeld, que l'âge moyen du décès des peintres affiliés à la caisse locale de Berlin, pendant les années 1889 à 1893, a été de 38 ans et que, sur 100 de ces décès, 59.55 provenaient de maladies respiratoires et 55.15 étaient dus à la phtisie pulmonaire.

L'influence néfaste du plomb a été établie encore par Hirt qui, le premier, a signalé la fréquence plus grande de la phtisie chez les ouvriers vivant au milieu des poussières plombiques que chez ceux soumis à l'action du fer ou du cuivre; ces derniers donnent une proportion de phtisiques de 12 p. c., tandis que les premiers en fournissent 24 p. c.

Les statistiques anglaises concluent dans le même sens.

La mortalité et la morbidité des ouvriers travaillant les substances plombiques et plus particulièrement celles des ouvriers peintres, sont donc incontestablement supérieures à celles des autres professions.

Il y a plus, l'intoxication saturnine est dangereuse non seulement pour le travailleur, mais aussi pour sa descendance, car ainsi que le dit le volume sur les maladies professionnelles publié par le Ministère du commerce de France, le saturnisme agit manifestement sur les produits de la conception..

Constantin Paul, sur 123 grossesses, le père et la mère étant saturnins, a pu constater 64 avortements, 4 accouchements prématurés, 5 mort-nés et 20 décès dans la première année. Tardieu, dans ses études médico-légales, accuse 609 avortements sur 1,000 grossesses chez les femmes travaillant le plomb. Constantin Paul a compté encore que sur 141 grossesses où le père seul était saturnin, il y eut 82 avortements, 4 naissances avant terme, 5 mort-nés et sur les 50 enfants vivants, 20 sont morts dans le courant de la première année et 15 autres de 1 à 3 ans.

Enfin, pour terminer cette pénible énumération, disons que le même volume rapporte que de nombreuses observations recueillies par M. Roques à la Salpêtrière et à Bicêtre affirment que les enfants nés de pères intoxiqués *même non alcooliques* sont très fréquemment frappés de maladies mentales, idiotie, imbecillité, épilepsie, etc.; et les enfants nés de ces pères, pendant l'intoxication, seraient les seuls dégénérés de la famille !

En voilà assez. Il n'est pas utile d'insister plus longuement sur les inconvénients de l'emploi du plomb et des sels plombiques; leur haute toxicité est amplement établie et il apparaît clairement que les pouvoirs publics ont, sans conteste, le devoir d'intervenir pour réduire au minimum le danger encouru par des travailleurs dont le pain quotidien est la rançon d'un empoisonnement chronique et souvent incurable.

Or, il est possible de sauvegarder la santé et la vie d'un grand nombre

d'entre eux, et cela en interdisant l'usage du plus répandu et du plus dangereux des composés de plomb, la céruse.

Cette substitution peut s'opérer sans aucune difficulté, sans amener le moindre trouble dans l'importante industrie de la peinture.

Il est établi, aujourd'hui, que la céruse peut être remplacée avantageusement, même au point de vue industriel, par des corps non toxiques et offrant les propriétés du carbonate de plomb sans en présenter les graves inconvénients. Parmi ceux-là, certains ont été l'objet d'expériences nombreuses, démontrant, plus spécialement pour le blanc de zinc, à la fois l'innocuité de leur emploi et leur qualité de manipulation.

Je pourrais citer, à l'appui de cette affirmation, une grande quantité de témoignages émanant de gens fort compétents, ingénieurs, architectes, entrepreneurs. Mais cela m'entraînerait trop loin. Je me bornerai à rappeler les travaux du laboratoire municipal de Paris, la belle étude de notre compatriote, M. l'architecte Van Langendonck, et surtout la longue expérience de la maison Leclaire, de Paris, qui, depuis 1844, se sert exclusivement du blanc de zinc dans ses travaux de peinture.

Rien ne justifie désormais l'emploi de la céruse ; son interdiction, au contraire, s'impose.

La Chambre ne voudra pas prendre la responsabilité du maintien d'une situation portant la misère, la ruine, la maladie, sinon la mort, au sein de tant de familles ouvrières.

D^r DELBASTÉE.



PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

L'emploi de la céruse est interdit dans les ateliers, chantiers, bâtiments et tous autres lieux où s'exécutent les travaux de peinture en bâtiments.

ART. 2.

L'interdiction partielle ou totale des autres produits à base de plomb employés dans les travaux de peinture en bâtiments pourra être prononcée, par arrêté ministériel, le conseil d'hygiène entendu.

ART. 3.

Les chefs d'industrie, directeurs d'ateliers, gérants ou préposés qui contreviendront à la présente loi seront passibles d'une amende de 26 à 50 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions constatées, sans que le chiffre total puisse excéder 500 fr.

En cas de récidive, l'amende sera portée de 50 à 500 francs, sans que le chiffre total puisse excéder 2,500 francs,

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur dans le délai d'un an à dater de sa promulgation.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Het gebruik van loodwit is verboden in de werkplaatsen, op de werven, in de gebouwen en alle andere lokalen waar huisschilderwerk wordt uitgevoerd.

ART. 2.

Het gedeeltelijk of geheel verbod, gebruik te maken van de andere loodhoudende voortbrengselen voor huisschilderwerken gebezigd, kan bij ministerieel besluit worden uitgevaardigd, den Raad voor openbare gezondheid gehoord.

ART. 3.

De niverheidshoofden, bestuurders van werkplaatsen, beheerders of gelastigden die deze wet overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 50 frank.

De boete wordt zooveelmaal opgelegd als er overtredingen zijn vastgesteld, zonder dat het geheele cijfer 500 frank mogen te boven gaan.

In geval van herhaling, wordt de boete gebracht van 50 op 500 frank, zonder dat het geheele cijfer 2,500 frank mogen te boven gaan.

ART. 4.

Deze wet treedt in werking binnen het tijdsverloop van één jaar, te rekenen van hare afkondiging.

Dr DELBASTÉE.

L. BERTHAND.

E. ANSEEL.

ANT. DELPORTE.

M. TERWAGNE.

L. MEYSMANS.

Loi du 20 août 1909.

ARTICLE PREMIER.

La vente, le transport et l'emploi de la céruse en poudre, en morceaux ou en pains, destinée aux travaux de peinture, sont interdits.

La vente, le transport et l'emploi de la céruse en poudre, en morceaux ou en pains, destinés à d'autres usages, ne sont autorisés que sous des conditions et dans la limite à fixer par arrêté royal.

ART. 2.

La céruse destinée aux travaux de peinture ne peut être vendue, transportée et employée sous forme de pâte broyée et malaxée au moyen d'huile.

ART. 3.

L'interdiction partielle ou totale de la vente, du transport et de l'emploi d'autres produits, en poudre, en morceaux ou en pains, à base de plomb, utilisés dans les travaux de peinture, peut être prononcée par arrêté royal, le Conseil supérieur d'hygiène publique entendu.

ART. 4.

Le travail à sec au grattoir et le ponçage à sec des surfaces enduites au blanc de céruse sont interdits.

ART. 5.

Les infractions aux dispositions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punies d'une amende de 25 à 100 francs.

ART. 6.

En cas de récidive dans les douze mois qui suivent une condamnation encourue en vertu de la présente loi, le minimum de l'amende sera porté à 100 francs et le maximum à 1,000 francs.

ART. 7.

Le chapitre VII et l'article 85 du livre premier du Code pénal sont applicables aux infractions prévues ci-dessus.

ART. 8.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail ont qualité pour constater les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 9.

La présente loi entrera en vigueur dans le délai d'un an à dater de sa publication.

ANNEXE III.

LOI FRANÇAISE SUR L'EMPLOI DE LA CÉRUSE
DANS LES TRAVAUX DE PEINTURE EXÉCUTÉS TANT A L'EXTÉRIEUR
QU'A L'INTÉRIEUR DES BATIMENTS.

ARTICLE PREMIER.

Dans les ateliers, chantiers, bâtiments en construction ou en réparation et généralement dans tout lieu de travail où s'exécutent des travaux de peinture en bâtiments, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus, indépendamment des mesures prescrites en vertu de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, de se conformer aux prescriptions suivantes :

ART. 2.

A l'expiration de la cinquième année qui suivra la promulgation de la présente loi, l'emploi de la céruse, de l'huile de lin plombifère et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse, sera interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient, exécutés par les ouvriers peintres, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

ART. 3.

Un règlement d'administration publique, rendu après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission d'hygiène industrielle, indiquera, s'il y a lieu, les travaux spéciaux pour lesquels il pourra être dérogé aux dispositions précédentes.

ART. 4.

Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi. A cet effet, ils ont entrée dans tous les établissements spécifiés à l'article premier. Toutefois, dans le cas où les travaux de peinture sont exécutés dans des locaux habités, les inspecteurs ne pourront pénétrer dans ces locaux qu'après y avoir été autorisés par les personnes qui les occupent.

ART. 5.

Les articles 5, 7, paragraphes 1 et 3, 9 et 12 de la loi du 12 juin 1903 sont applicables à la constatation des contraventions prévues par la présente loi, ainsi qu'à leur répression.

ANNEXE IV.

LES MALADIES DU PEINTRE. UNE ENQUÊTE D'ÉTAT EN BAVIÈRE.

Les peintres fournissent un fort contingent de maladies aux médecins. Mais il est rare que l'on ait publié à leur endroit une statistique d'ensemble.

Notre pays serait incapable de la fournir puisque la déclaration des maladies professionnelles n'est point obligatoire.

En Saxe, les maladies du plomb sont sujettes à déclaration et il est curieux de voir combien enfla le nombre des malades dont l'autorité sanitaire apprend là l'empoisonnement : 89 en 1903, 491 en 1907 !

Pour obtenir une vue exacte sur la pathologie des peintres, le gouvernement bavarois a institué une enquête d'ensemble au cours de laquelle des médecins ont interrogé de nombreux ouvriers. Cette enquête n'a fait que confirmer beaucoup de situations pressenties. Les peintres paient à la maladie un tribut plus élevé que la plupart des autres métiers.

La fameuse statistique de la caisse d'assurances de Leipzig avait déjà donné à ce sujet des renseignements d'une triste éloquence. Mais un fait qui frappe moins (tant nous sommes suggestionnés par la maladie du plomb), c'est le grand nombre de maladies par refroidissement qui atteignent la profession.

Sur 100 cas de maladies, 37 appartiennent à ce groupe, et sur ces 37, 7 sont des rhumatismes.

La tuberculose y est plus fréquente que dans la moyenne de la classe ouvrière.

La durée moyenne d'une maladie de plomb est de 29 jours (Leipzig) à 47 jours (Dresde). Rien ne montre mieux la grande importance de la lutte contre le plomb que le nombre de journées perdues.

Les 691 personnes qui ont été victimes du vilain produit ont perdu 3,208 semaines, ou 61 ans environ de travail !

Chaque cas de maladie a coûté en moyenne 76 mark 80 aux caisses d'assurances.

Plusieurs constatations sont agréables à noter. On a observé chez les apprentis qui font partie des syndicats une plus grande tendance à observer les règles de l'hygiène.

L'intoxication se produit assez rapidement chez les apprentis. Il s'écoule rarement plus de cinq ans entre le moment où le plomb commence à agir et le moment où explose la maladie. La maladie serait due à l'inattention et à la légèreté des jeunes gens.

Les inspecteurs ont interrogé les peintres sur leur conception de la cause de la maladie. Un quart d'entre eux accusent l'inhalation de poussières ; un cinquième insistent sur le manque de propreté.

L'intoxication est favorisée par la consommation d'alcool et surtout par l'abus du tabac.

Les inspecteurs proposent : de renforcer les conditions de propreté jusque dans les plus petits ateliers ; de défendre l'usage de l'alcool et du tabac pendant le travail et de faire la revision périodique de la santé des travailleurs.

Dr ENSCH.

Journal *Le Peuple*.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 DECEMBER 1913.

Wetsvoorstel waarbij het bezigen van loodwit wordt verboden in schilderwerk uitgevoerd zoowel buiten als binnen de gebouwen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Door de heeren G. Delbastée, L. Bertrand, E. Anseele, Ant. Delporte, M. Terwagne en L. Meysmans werd, op 26 November 1903, een wetsvoorstel ingediend, houdende verbod loodwit bij huisschilderwerk te gebruiken.

Dit voorstel werd naar de afdelingen verwezen en de Middenafdeeling — bestaande uit de heeren Nerinx, voorzitter, A. Verhaegen, verslaggever, Cousot, van Limburg Stirum, Delporte, Mabilie en Van Cleemputte —, onderzocht het met de meeste zorg; zij bracht haar verslag uit op 19 Februari 1908.

Na de voorlezing van het verslag onderwierp de heer Verhaegen aan de Middenafdeeling een wetsvoorstel, bestemd om het voorstel van de heeren Delbastée en medeleden te vervangen.

« Verscheidene artikelen van den nieuwen tekst, zegde de heer Verhaegen, zijn rechtstreeks ingegeven door het voorstel van de heeren Delbastée en medeleden. »

Hij voegde er bij :

« Dezen laatsten komt de eer toe, het vraagstuk der loodziekte aanhangig te hebben gemaakt bij de Kamer, gevraagd te hebben dat liever eene wet worde gemaakt dan koninklijke besluiten genomen, en verscheidene bepalingen te hebben voorgesteld, die in den nieuwen tekst zijn behouden. »

Door het voorstel Delbastée werd verboden, loodwit te gebruiken in de werkplaatsen, op de werven, in de gebouwen en alle andere lokalen waar huisschilderwerk wordt uitgevoerd. Dit gedeeltelijk of volstrekt verbod, gebruik te maken van de andere loodhoudende voortbrengselen gebezigd voor huisschilderwerk, kon bij ministerieel besluit worden uitgevaardigd, den Raad voor Openbare Gezondheid gehoord.

Het voorstel Verhaegen had integendeel slechts ten doel, « den verkoop, het vervoer en het gebruik van tot schilderwerk bestemd loodwit te verbieden, tenzij *in poeder, in brokken of in brooden*. Het voor schilderwerk

bestemd loodwit mocht enkel worden verkocht, vervoerd en gebruikt *in den vorm van gemalen en in olie gekneeld deeg* ».

Aan de behandeling van dit wetsvoorstel besteedde de Kamer verscheidene vergaderingen.

Zij nam het voorstel van den heer Verhaegen aan; doch het voorstel van de heeren Delbastée en medeleden, dat een wijdere strekking had en bij wijze van amendement opnieuw was ingediend, werd slechts met ééne stem verworpen: 58 leden antwoordden ja, 59 antwoordden neen en 1 lid onthield zich.

Bij het uiteenzetten van zijne zienswijze, verklaarde de achtbare heer Verhaegen in zijn verslag, bl. 30, van oordeel te zijn « dat men, ten minste *als eerste stap*, niet verder mocht gaan dan Zwitserland en Frankrijk zijn gegaan, en dat men zich moest herinneren dat Duitschland noch Oostenrijk, waar niet wordt teruggedeinsd voor regeling in sociale zaken, tot nu toe geene verbodsmaatregelen hadden ingevoerd ».

Door de Kamer werd dus aangenomen de tekst, die hierna onder de Bijlagen is opgenomen.

Op grond van het eerste artikel der wet van 20 Augustus 1909 werden twee koninklijke besluiten genomen: een eerste den 3^e November 1910, een tweede den 23^e Juli 1910.

De maatregelen, door het koninklijk besluit van 3 November 1910 opgelegd, betreffen het bereiden van loodwit, van loodoxyden (massicot, loodglid, menie), evenals van loodchromaat en van de verven, waarin loodchromaat voorkomt. In 't algemeen bedoelen zij het bouwen van de lokalen, het luchten en het reinigen daarvan, ook het reinigen van de toestellen en werktuigen; anderdeels leggen zij zorgvuldige voorzorgen van zindelijkheid aan de werklieden op.

Deze laatste moeten, op kosten van de fabrikanten, elke maand onderzocht worden door eenen geneesheer, aangesteld door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

De werklieden, die aan slepende loodziekte lijden, en zij, bij wie herhaalde verschijnselen van acute vergiftiging voorkomen, worden voorgoed verwijderd van alle werken, welke tot vergiftiging aanleiding kunnen geven.

De werklieden, wier algemeene staat van gezondheid slecht bevonden wordt bij het onderzoek, worden tijdelijk verwijderd.

Daarenboven zijn er bijzondere vereischten gesteld, wat betreft de verschillende bewerkingen tot bereiding van bedoelde producten.

Het koninklijk besluit van 23 Juli 1910 regelt het gebruik van loodwit voor huisschilderwerk. Daardoor worden zoowel aan de werklieden als aan de patroons eene reeks voorbehoedende maatregelen opgelegd. Daarenboven zijn de werkgevers verplicht, hunne werklieden om de drie maanden te doen onderzoeken door eenen geneesheer, aangesteld door den Minister. De werklieden, die aan eene slepende loodziekte lijden, en zij, bij wie herhaalde verschijnselen van acute vergiftiging voorkomen, worden voorgoed afgewezen voor de bewerkingen van het loodwit.

De werklieden, wier algemeene staat van gezondheid slecht bevonden

wordt bij het onderzoek, moeten tijdelijk afgewezen worden voor de ongezone werken.

De werklieden zijn verplicht, zich door den geneesheer te laten onderzoeken zooals hierboven is bepaald.

Het valt moeilijk, nauwkeurig te weten welke de uitkomsten zijn van de wet, die op 2 September 1910, dus vóór drie jaar, in werking is getreden.

Ter Kamervergadering van 8 Augustus 1912 richtte de heer Verhaegen eene vraag tot den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Ik acht het nuttig, den tekst van die vraag en het antwoord van den Minister hier over te nemen :

Ziehier de vraag :

« De wet van 20 Augustus 1909 op het loodwit is in werking getreden den 2^{en} September 1910, wat betreft het gebruik van loodwit voor huisschilderwerk, en den 1^{en} Januari 1911, wat betreft de bereiding van bedoeld product en van de overige loodverbindingen.

» Bij koninklijk besluit van 25 Juli 1910, wordt aan de hoofden van onderneming voorgeschreven :

» 1^o Het werkvolk, dat in de ondernemingen van huisschilderwerk werkt, om de drie maanden te doen onderzoeken door eenen geneesheer, aangesteld door den Minister van Nijverheid en Arbeid ;

» 2^o Een bijzonder boek te houden, waarin de aangestelde geneesheer al de waarnemingen, tijdens zijn onderzoek gedaan, neerschrijft.

» Dit boek moet, op iedere aanvraag, aan de openbare ambtenaren overhandigd worden. Het koninklijk besluit straft met geldboete de overtreders en gelast de arbeidsopzieners, die voorschriften te doen uitvoeren.

» Een koninklijk besluit van 5 November 1910 regelt op gelijke, hoewel strengere wijze, het bereiden van loodwit en andere loodverbindingen.

» Ik verzoek den Minister van Nijverheid en Arbeid mij te zeggen, of de bovengemelde maatregelen overal trouw worden nageleefd en of daaruit reeds blijkt, hetzij dat nieuwe gevallen van loodvergiftiging zijn voorgekomen sedert de wet in werking trad, hetzij dat de gezondheidstoestand van de werklieden die regelmatig werden onderzocht, de eenen sedert 2 September 1910, de anderen sedert 1 Januari 1911, en toen onaangestast werden bevonden, niet te wenschen overlaat, wat in 't bijzonder de loodziekten aangaat.

» Indien men door de maatregelen, door gezegde koninklijke besluiten voorgeschreven, niet nauwkeurig kan nagaan welke de gezondheidstoestand van de werklieden is, zou ik met genoegen vernemen dat de Minister vanzins is, deze maatregelen eerlang aan te vullen.

» Kan de Minister zeggen wanneer het mogelijk zal zijn, te oordeelen over de uitwerking der wet van 20 Augustus 1909 en te besluiten hetzij tot het in stand houden van deze wet, hetzij tot het invoeren van nieuwe wetsbepalingen? »

Het antwoord van den Minister luidde :

« De geneesheeren-arbeidsopzieners houden een waakzaam oog op de toe-

passing van de maatregelen, door de koninklijke besluiten van 25 Juli en van 5 November 1910 voorgeschreven betreffende het geneeskundig onderzoek van het personeel arbeidende zoowel in de fabrieken van loodhoudende stoffen als in het huisschildersbedrijf.

» De geneesheeren, belast met het onderzoek, hebben ten taak, aan de werklieden de waarde en de belangrijkheid der persoonlijke voorbehoedmiddelen bekend te maken; met hetzelfde doel worden schriften, ter gelegenheid van gezegd onderzoek, rondgedeeld. Men mag dus hopen dat, dank zij de voorgeschreven maatregelen, de gevaren, veroorzaakt door het hantieren van de loodhoudende verven, geleidelijk zullen verminderen.

» Daar de loodziekte eene buitensporige en onregelmatige ziekte is, die jaren lang kan terugkomen, is het soms moeilijk te onderscheiden in hoeverre eene vroegere oorzaak de schuld van eenen nieuwen aanval is; daarom ook is het voorzichtig, ten minste nog twee of drie jaar te wachten alvorens te oordeelen over de uitwerking der wet van 20 Augustus 1909 (1) ».

Uit dit antwoord van den Minister blijkt, dat het vóór een jaar nog niet mogelijk was te oordeelen over de uitkomsten der wet van 20 Augustus 1909.

Den 22ⁿ October l. l. richtte ik, op mijne beurt, tot Minister Hubert de volgende vraag :

« Heeft de wet van 20 Augustus 1909 betreffende het gebruik van loodwit in schilderwerk aanleiding gegeven tot talrijke processen-verbaal en tot rechtsvervolgingen?

» Wil de heer Minister mij doen kennen, per jaar, het getal en den aard der uitgesproken veroordeelingen? »

De Minister van Nijverheid en Arbeid gaf mij het volgende antwoord : « Buiten de wet van 20 Augustus 1909, omvat de regeling van het gebruik van loodwit de koninklijke besluiten van 20 en 25 Juli 1910.

» De arbeidsopzieners hebben geen proces-verbaal moeten opmaken wegens eenige overtreding van de wet van 20 Augustus 1909 of van het koninklijk besluit van 20 Juli 1910.

» Wat betreft het koninklijk besluit van 25 Juli 1910, vermeldt onderstaande tabel, per jaar, het aantal opgemaakte processen-verbaal en uitgesproken veroordeelingen. »

(1) Wij cursiveeren.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 25 JULI 1910.

Opgemaakte processen-verbaal. — Rechtsvervolgingen.

Aanwijzing van het		FASTGESTELDE OVERTREDINGEN.	Aantal pro- cessen- verbaal.	UITGESPROKEN VEROORDEELINGEN. — Aard.	Aantal.
jaar.	niet nageleefd artikel.				
1910	8	Niet overgaan tot het driemaandelijksch geneeskundig onderzoek	2	Twee horten van 26 frank. Voorwaardelijk : twee jaar	1
	15	Weigering, door schildersgasten, zich aan het geneeskundig onderzoek te onderwerpen	1	Boete van 5 frank of gevangenisstraf van één dag	Ten laste van elken be- lichte.
		Te zamen	5		
1911	8	Niet overgaan tot het driemaandelijksch geneeskundig onderzoek	9	Boete van 2 frank of één dag gevangenzitting. Voorwaardelijk : één jaar	3
				Boete van 5 frank of (tweemaal) één dag gevangenzitting. Voorwaardelijk : één jaar	2
				Boete van 26 frank. Voorwaardelijk : drie jaar	12
	15	Weigering, door schildersgasten, zich aan het geneeskundig onderzoek te onderwerpen	17	Boete van 5 frank of één dag gevangenzitting	6
				Boete van 5 frank of één dag gevangenzitting. Voorwaardelijk : drie jaar	5
				Boete van 10 fr. of twee dagen gevangenzitting. Voorwaardelijk : drie jaar	1
				Drie boeten van 15 frank. Voorwaardelijk : zes maanden	3
				Drie boeten van 26 frank. Voorwaardelijk : twee jaar	1
				Boete van 26 frank. Voorwaardelijk : één jaar	6
		Te zamen	26	Boete van 15 fr. of driemaal twee dagen gevangenzitting. Voorwaardelijk : zes maanden	Ten laste van elken be- lichte.
1912	7	Gebruik aan de noodige zelfstandigheden en voorwerpen om den mond te spoelen, om zich te wassen, enz.	1	Boete van 5 frank of één dag gevangenzitting	1
	8	Niet overgaan tot het driemaandelijksch geneeskundig onderzoek	4	Boete van 15 fr. of drie dagen gevangenzitting. Voorwaardelijk : één jaar	1
	15	Weigering, door schildersgasten, zich aan het geneeskundig onderzoek te onderwerpen	14	Boete van 10 frank of gevangenzitting van twee dagen	Ten laste van elken be- lichte.
				Boete van 10 frank of gevangenzitting van één dag	5
				Boete van 20 frank of gevangenzitting van drie dagen	1
				Boete van 5 frank of gevangenzitting van één dag	2
		Te zamen	19	Boete van 1 frank of gevangenzitting van één dag	Ten laste van elken be- lichte.
1913 (tot 30 Sep- tember).	5	Droog afpuimen	1	Boete van 5 frank of gevangenzitting van één dag	1
	8	Niet overgaan tot het driemaandelijksch geneeskundig onderzoek	4	De uitgesproken straffen zijn niet gekend.	
	19	Verzet tegen het toezicht van den arbeidsopziener	1	Zonder gevolg.	
		Te zamen	6		

De wet van 1909, waarvan door den voorsteller zelf der wet werd gezegd dat zij een « eerste stap » was om niet verder te gaan dan Zwitserland en Frankrijk, blijft eene onvolledige en manke oplossing. De schreeuwende misbruiken blijven bestaan. Het getal slachtoffers van het loodwit heeft geenszins afgenomen.

Ook heeft de *Union centrale des ouvriers peintres et parties similaires de Belgique* hare ijverige propagande voortgezet ten einde het gebruik van loodwit te doen verbieden door de wet. In het vakblad van deze Vereeniging, *l'Ouvrier peintre*, werd eene reeks artikelen over het loodwit opgenomen; het besluit daarvan was, dat het loodwit volkomen verboden moest worden.

Daarenboven ging van de *Union Centrale*, met het oog op de algemeene verkiezingen in 1912, een geïllustreerde plakbrief uit, dat op allen een pijnlijken indruk maakte. Deze vakvereeniging richtte zich tot de kandidaten der drie partijen om te vernemen welk hun gevoelen was omtrent de noodzakelijkheid, eene wet aan te nemen, waarbij het gebruik van dit vreeselijk vergif zou verboden worden. Meest al de volksvertegenwoordigers en senatoren gaven een gunstig antwoord en wij kunnen daaruit besluiten dat de meerderheid van de leden der beide Kamers gunstig gestemd is voor een wetsvoorstel, zooals het voorstel dat wij thans indienen.

Overigens, sedert de maand Augustus 1909, datum waarop de wet op het loodwit werd aangenomen, is de wetgeving in het buitenland vooruitgegaan en streefde zij de onze in groote mate voorbij.

De Fransche wet van 20 Juli 1909 zal in 1914 van kracht worden. Zij bepaalt dat het gebruik van loodwit, van loodhoudende lijnolie en van elk loodwithoudend gespecialiseerd voortbrengsel verboden wordt in om 't even welk schilderwerk, door schildersgasten uitgevoerd zoowel buiten als binnen de gebouwen.

In andere landen werden ook, in de jongste jaren, door middel van ministerieele besluiten of voorschriften strenge maatregelen genomen tot bestrijding van het kwaad, door het gebruik van loodwit aangericht.

In September 1910 nam de *Internationale Vereeniging tot wettelijke bescherming van de arbeiders*, op hare zesde algemeene vergadering, te Lugano, het volgende besluit :

« *Lood. Schilders en plamuurders.* — De vergaderde afgevaardigden zijn van gevoelen, dat het oogenblik gekomen is om het gebruik van loodhoudende verven te verbieden voor binnenschilderwerk en te eischen dat op elk vaatwerk, waarin loodhoudende verf is opgenomen, dit dient te worden vermeld. Zij gelasten het bureel, bij de nationale afdeelingen stappen in dien zin te doen op grond van het ter vergadering ingezonden verzoekschrift. De afdeelingen worden verzocht, dit verzoekschrift krachtdadig te steunen bij hunne Regeering, ingeval zij mochten aarzelen, tot eene internationale overeenkomst toe te treden (1). »

(1) Op de vergadering van Lugano was België vertegenwoordigd door twee afgevaardigden van de Regeering, de heeren Jean Dubois, bestuurder van den Arbeidsdienst, en Dr Glibert, bestuurder bij het Arbeidstoezicht, alsmede door de heeren V. Brants, G. Cooreman, H. Denis, E. Mahain, A. Verhaegen en E. Waxweiler.

Ingevolge dit besluit stelden de heeren H. Scherrer, A. Lachenal en Stéphan Bauer, leden van het Bureau der « Internationale Vereeniging tot wettelijke bescherming der arbeiders », een verzoekschrift op betreffende de bestrijding der loodvergiftiging.

Wat inzonderheid de loodhoudende verven aangaat, luidt het verzoekschrift als volgt :

« Het is reeds nagenoeg eene eeuw geleden dat de eerste pogingen werden aangewend om de loodhoudende verven, inzonderheid het loodwit, te vervangen door niet vergiftigende verven. Inderdaad, tal van steden in Frankrijk en verscheidene Fransche ministeriën beslisten, reeds in het midden van de XIX^e eeuw, het gebruik van loodhoudende verven voor de openbare werken te verbieden. Hun voorbeeld werd in het begin van de XX^e eeuw gevolgd door de Belgische Regeering en door den Zwitserschen Bondsraad. Uit tal van proeven, intusschen genomen vooral in Frankrijk, in Zwitserland en in Nederland, bleek dat het mogelijk was, loodhoudende verven te vervangen door andere verven.

« Het onderzoek, waartoe het Oostenrijksch Ministerie van Koophandel herhaaldelijk overging, toonde aan, dat vooral het binnenschilderwerk de gezondheid der werklieden in gevaar brengt. In den loop van een onderzoek, door ditzelfde ministerie ingesteld, hebben de plamuurdersbazen zelf zich verklaard voor het verbod, loodhoudende verven te gebruiken. Naar aanleiding daarvan werd door de Oostenrijksche Regeering het voorschrift van 18 April 1908 uitgevaardigd, krachtens welk het verboden is, loodhoudende verven voor binnenschilderwerk te gebruiken. Dat verbod, op 1 Mei 1909 in werking getreden, leverde reeds goede uitslagen op. Frankrijk was al de overige landen voor, wat betreft de bestrijding van de loodvergiftigingen in het schilderwerk. Sinds tientallen van jaren legde de overheid van dit land er zich op toe, het gebruik van loodwit te beperken. *Op 20 Juli 1909 werd eene wet aangenomen, krachtens welke het verboden is, loodwit te gebruiken in schilderwerk, uitgevoerd zooveel binnen als buiten de gebouwen. Deze wet zal in 1914 van kracht worden.*

« Uitgaande van dit beginsel, dat de « Internationale Vereeniging tot wettelijke bescherming van de arbeiders » tot richtsnoer nam, — namelijk, dat men enkel zou eischen wat dringend noodzakelijk is ten aanzien van de gezondheid en wat in technisch en economisch opzicht mogelijk is; — en ofschoon het uit tal van proefnemingen is gebleken dat de loodhoudende verven door niet vergiftigende verven kunnen vervangen worden, zelfs voor buitenschilderwerk, — heeft de vergadering der afgevaardigden beslist, de Regeeringen slechts te verzoeken het gebruik van loodhoudende verven voor binnenschilderwerk te verbieden. In het hierbijgevoegd verzoogschrift is dit verzoek tot verbod toegelicht; daarin wordt ook uiteengezet dat het noodzakelijk is, de aangifte van de loodhoudende verven verplichtend te maken, daar deze aangifte onontbeerlijk is, indien men het verbod wil invoeren. »

Sedert zijn nagenoeg drie jaren verlopen; de Regeering diende zelf geen wetsontwerp in, krachtens welk het gebruik van loodwit in schilderwerk

voortaan zou verboden zijn. Daarom achtten wij ons verplicht, van ons parlementair initiatief gebruik te maken om dit belangrijk vraagstuk bij de Kamer aanhangig te maken, haar tevens uitnoodigend het zoodra mogelijk op te lossen door een uitdrukkelijken wets tekst.

Ons wetsvoorstel werd ingegeven door den tekst der Fransche wet. Voor het overige ontleenden wij de strafbepalingen aan de bestaande Belgische wet op het loodwit.

Het voorstel, dat wij aan het nauwgezet en welwillend onderzoek van de Kamer onderwerpen, steunt op rechtvaardigheid en op menschlievendheid ; ook durf ik hopen dat het op al de banken dezer vergadering gunstig zal onthaald worden. Al te veel vraagpunten houden ons verdeeld en het ware te betreuren, zoo allen het niet eens konden worden om een vraagstuk op te lossen, dat, wordt het goed opgelost, ten gevolge moet hebben, menige smart weg te nemen en den dood van duizenden arbeiders te voorkomen.

Louis BERTRAND.

PROPOSITION DE LOI

supprimant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

ARTICLE PREMIER.

L'emploi de la céruse, de l'huile de lin plombifère et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse, est interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient, exécutés par les ouvriers peintres, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

ART. 2.

Un arrêté royal, rendu après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique, indiquera, s'il y a lieu, les travaux spéciaux pour lesquels il pourra être dérogé aux dispositions de l'article premier.

ART. 3.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui contreviennent aux dispositions de la présente loi sont passibles d'une amende de 26 à 50 francs.

L'amende est appliquée, autant de fois qu'il y a de contraventions constatées aux articles ci-dessus ou aux arrêtés royaux pris en exécution de la loi, sans que la somme des amendes puisse excéder 500 francs.

WETSVOORSTEL

waarbij het bezigen van loodwit wordt verboden in schilderwerk uitgevoerd zoowel buiten als binnen de gebouwen.

EERSTE ARTIKEL.

Het bezigen van loodwit, van loodhoudende lijnolie en van elk gespecialiseerd voortbrengsel, loodwit bevattend, is verboden bij alle schilderwerk, van welken aard ook, door schildersknechten uitgevoerd, zoowel buiten als binnen de gebouwen

ART. 2.

Een koninklijk besluit, uitgevaardigd na advies van den Hoogereren Raad voor de openbare gezondheid, bepaalt, zoo daartoe redenen zijn, de werken van bijzonderen aard voor welke kan worden afgeweken van de bepalingen vervat in het eerste artikel.

ART. 3.

De hoofden van ondernemingen of hunne aangestelden, die de bepalingen van deze wet overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 50 frank.

De boete wordt zooveelmaal toegepast als er is vastgesteld overtreding van bovenstaande artikelen of van de ter uitvoering van de wet uitgevaardigde koninklijke besluiten, zonder dat het gezamenlijk bedrag der boeten 500 frank mag overschrijden.

En cas de récidive, l'amende est doublée, sans que la somme des amendes puisse excéder 1,000 francs.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur dans le délai d'un an à dater de sa promulgation.

ART. 5.

La loi du 20 août 1909 sur l'emploi de la céruse sera abrogée au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

In geval van herhaling, wordt de boete op het dubbel gebracht, zonder dat het gezamenlijk bedrag der boeten 1,000 frank mag overschrijden.

ART. 4.

Deze wet treedt in werking binnen den termijn van één jaar, te rekenen van hare afkondiging.

ART. 5.

De wet van 20 Augustus 1909 op het gebruik van loodwit in schilderwerk zal vervallen op het oogenblik dat deze wet van kracht wordt gemaakt.

LOUIS BERTRAND.
D^r M. TERWAGNE.
D^r G. BORGINON.
D^r JUL. DELBEKE.
D^r P. LAMBORELLE.
D^r PERSOONS.



BIJLAGE I.

*Wetsvoorstel tot het verbieden van het gebruik van loodwit
bij huisschilderwerk (ingediend den 26^e November 1903).*

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De strijd tegen het gebruik van loodwit bij huisschilderwerk duurt reeds ettelijke jaren.

't Was in 1780 dat Courtois, toebereider bij het laboratorium der Academie te Dijon, voor de eerste maal het denkbeeld opperde om het loodwit of loodkoolzuur — eene uiterst giftige stof — te vervangen door zinkwit — eene niet giftige stof.

De strijd ving sedert dien aan, werd de gansche verledene eeuw voortgezet en lokte talrijke hoogst belangrijke schriften en opsporingen uit. Dank aan die studiën, dank aan de geschriften van hoog aangeschreven geneesheeren en gezondheidsleeraren, dank insgelijks aan het optreden van de geleerde korpsen, gezondheidscongressen enz., die vastberaden stand kozen tegen het loodwit, is het vraagstuk thans voorgoed opgelost; de meeningen staan vast, gestaafd op redematige en wetenschappelijke grondslagen.

Juist de wetenschappelijke grondslag der aangewende bewijsvoeringen tegen het loodwit brengt mede, dat het een afgemaakt vraagstuk is, dat het vergift geene ernstige verdedigers meer vindt en dat de wensch der schildersgasten weldra algemeen zal worden verwezenlijkt, want het mag worden gezegd dat eenieder, behoudens misschien enkele belanghebbenden, zekere stoffen, bij voorbeeld zinkwit, op nijverheidsgebied even hoog schat als loodwit, zooniet hooger.

Als 't zoo is, en dat is niet meer betwistbaar, dan mag het vraagstuk aldus worden gesteld: Wanneer eene nijverheid ongezond is of gevaarlijk voor 's volks gezondheid, ten gevolge van het gebruik van giftige stoffen, en het mogelijk is, zonder de nijverheid te schaden, die giftige stoffen door andere, schadelooze, te vervangen, die dezelfde nijverheidshoedanigheden bezitten als eerstgenoemde stoffen, moet dan de wetgeving het gebruik bevelen van de niet giftige stoffen? De vraag lost zichzelf op en kan niet twijfelachtig zijn. Deze verplichting hoeft niet gerechtvaardigd te worden.

Nochtans is het te verwonderen dat die zoo menschlievende vervanging niet reeds zichzelf heeft opgedrongen door hare eigene kracht en dat er eene wet noodig is om een maatregel op te leggen, dien de enkele mensche-lijke plicht dient te doen aannemen.

Op dit gebied, zooals op elk ander, moet men echter de vooroordeelen overwinnen — en iedereen weet hoe lastig die te ontwortelen zijn — als daar zijn : oude slenter, onwetendheid, onverschilligheid, vrees voor elke nieuwigheid.

't Zijn overigens dezelfde oorzaken die altijd elken vooruitgang tegenhouden. Dat is vooral waar in zake van gezondheidsleer, maar al te dikwijls miskend of beter onbekend bij de slachtoffers van beroepsongevallen — en hierdoor versta ik niet alleen de arbeidsongevallen zooals deze bepaald zijn in de onlangs aangenomen wet, maar ook de beroepsziekten zooals lood- of kwikzilververgiftiging —, welke slachtoffers gerechtigd zijn te klagen over de zorgeloosheid vanwege de openbare machten, omdat deze de vereischte maatregelen niet namen tot vrijwaring van de gezondheid en het leven der arbeiders en ongelukken lieten gebeuren, welke te vermijden zijn door het verspreiden der gezondheidsbegrippen en door de arbeiders op gezondheidsgebied beter te vrijwaren.

Zoo de openbare machten meer ontzag hadden voor de raadgevingen der gezondheidsleer, die, de gezondheid der werklieden verdedigende, er steeds op uit is en er in slaagde om die gezondheid niet in strijd te brengen met de goed begrepen belangen der nijverheid, dan zou men dra het lot der arbeiders merkkelijk verbeteren en hunne verstandelijke en lichamelijke gezondheid aanzienlijk bevorderen.

In deze enkele regelen is het mij onmogelijk, de waarheid te bewijzen van die bevestiging of aan te toonen welken invloed de algemeene regelen van den arbeid op de gezondheid der arbeiders, op hunne sterfte, op hunne ontwikkeling naar lijf en geest uitoefenen. Slechts herinner ik dat het aloude latijnsche spreekwoord : *Mens sana in corpore sano*, steeds waar is gebleven en dat de hedendaagsche wetenschap er eene onbetwistbare waarheid van maakte.

Dit gezegd, laat ons vluchtig onderzoeken of het uitsluiten van loodwit bij schilderwerk te billijken is namens de gezondheidsleer, en of loodwit door eene andere, niet giftige stof kan vervangen worden zonder de schildersnijverheid te schaden.

En in de eerste plaats, is loodwit vergiftigend ? Dat is zonneklaar bewezen en wordt heden beschouwd als eene onbetwistbare waarheid.

't Kan evenwel nut opleveren, te herinneren dat de congressen voor gezondheidsleer, samengesteld uit personen wier bevoegdheid niet in twijfel is te trekken, nagenoeg al de dagorden stemden, waarin wordt gewezen op de noodzakelijkheid om het gebruik van loodwit te verbieden ; het jongste congres, onlangs te Brussel gehouden, breidde zelfs dien wensch uit en vestigde de aandacht der openbare machten op het gevaar van alle loodverbindingen.

Is 't noodig de werken te herinneren van de heeren leeraars Brouardel, Laborde, Dienlafoy en een aantal anderen ?

Die vertoogen zijn alom bekend en laten niet den minsten twijfel bestaan over de uiterste vergiftigende kracht van het loodwit.

Ziehier daarover insgelijks een uittreksel uit eene uitgave van den Internationalen Arbeidsdienst :

« ... D^r Gilbert, toezieners bij het hoofdbestuur, stelt vast dat men gedurende de elf eerste maanden van 't jaar 1896, in het Stuivenberghospitaal te Antwerpen, op 3.120 nieuwe zieken, 17 gevallen van loodziekte telt. Laat ons, zoo voegt hij er bij, het oog vestigen op het groot getal gevallen van loodziekte bij schildersgasten...

» Over 't algemeen denkt men dat een schilder vooral wordt vergiftigd gedurende het gereedmaken der verven, of door gebrek aan reinheid, op 't oogenblik dat hij zijn maal nuttigt.

» Dat is een vooroordeel : hij wordt niet alleen vergiftigd op den winkel waar het gemalen loodwit met olie wordt vermengd, maar ook bij het droogpuimen, daar het afgepuimde stof in keel en neusgaten vliegt. (Verslag van het arbeidstoezicht over het jaar 1896, boek 2, bladz. 379.)

» In zijn verslag over het vervangen van loodwit door zinkwit, doet de heer Vanlangendonck dezelfde opmerking, met het oog op de gevaren van het puimen, en voegt er bij dat het gevaar te grooter wordt, daar de mode opkomt van matte schildering. De heer Brughmans, toezieners bij het hoofdbestuur, stelde vast in zijn verslag over het jaar 1893 (boek I, bladz. 188) dat er te Kortrijk, eene stad met twee loodwitfabrieken, jaarlijks 10 gevallen van loodziekte in het hospitaal werden behandeld en dat, in de kleinste wijk dier stad, de geneesheer van het weldadigheidsbureau een even groot getal arbeiders had verzorgd, door loodziekte aangedaan, gedurende het jaar 1893. Welnu, Kortrijk telt enkel 33 arbeiders in loodwitfabrieken (1893) en 88 schildersgasten (1898). »

Een koninklijk besluit van 31 December 1894 schrijft eene reeks gezondheidsmaatregelen voor, ten einde de gezondheid der werkers in loodwitfabrieken te vrijwaren en bevestigt ook de vergiftigende kracht van loodwit in dezer voege :

« Gezien het vervaardigen van alle loodverbindingen in 't algemeen, de arbeiders, die er aan werken, blootstelt aan erge kwalen, waartegen de huidige voorzorgsmaatregelen ontoereikend zijn enz... »

De vergiftigende kracht van het loodwit kan dus niet betwijfeld worden : de Belgische Regeering zelve erkent die in voormeld officieel stuk, doch zonderling genoeg, hare bezorgdheid beperkt zich, waarom weet men niet, tot de arbeiders der loodwitfabrieken en bekreunt zich niet om de schilders, die men weerloos overlaat aan loodvergiftiging.

Zijn de schildersgasten nochtans aan die vergiftiging niet blootgesteld ? Om de talrijke gevallen van die ziekte bij hen te bewijzen, zou het volstaan te herinneren, indien de statistieken niet bestonden, dat de naam van eene der meest gewone gevallen dier ziekte is : schildersziekte.

Wat is dus de loodziekte en welke verwoestingen richt zij aan ?

't Ligt niet in mijne bedoeling eene volledige en geneeskundige beschrijving te geven van de loodziekte of regelmatig terugkomende vergiftiging door lood, doch het zij mij veroorloofd te zeggen dat die verraderlijke ziekte, welke langzaam en ongemerkt ontstaat, eene uiterste verscheidenheid van kenteekens oplevert, van de kleinste ongesteldheden tot de ergste kwalen toe verwekkende, tot zelfs soms den dood.

't Is eene ziekte welker uitbroeien aan alle vooruitzicht ontsnapt. Sommigen, en die zijn overigens de talrijkste, ondergaan stoornis in de spijsvertering, gevoelen herhaaldelijk aanvallen van kramp en worden later geslagen met lamheid of hersenontsteking door loodzichte. Bij anderen ontstaat in de eerste plaats stoornis van het zenuwgestel en gaat enkel bij meer gevorderde vergiftiging gepaard met stoornis van het verteringstoestel.

Heel moeilijk is het, de dosis te bepalen die noodig is tot vergiftiging. Er zijn er immers die de kenteekens van vergiftiging opleveren na enkele dagen behandeling van lood; anderen, die echter eene zeldzame uitzondering zijn, blijven jaren lang onvergiftigd.

Onder de verschillende kenteekens komen sommige, namelijk loodkramp en *lamheid der strekspieren van den arm*, merkelyk meer voor dan de andere; bij zekeren graad van vergiftiging echter, gevoelt ieder lichaamsdeel er de gevolgen van en getuigt van vergiftiging.

Noch op de stoornis van het verteringstelsel, noch op de krampen, noch op de bloedarmoede of andere kenteekens die kunnen enkel tijdelijk zijn en verdwijnen, dring ik aan; doch ik wensch meer bijzonderlyk de aandacht te vestigen op de uitwerkselen der vergiftiging op het zenuwgestel, die hoogst gevaarlijk zijn, den dood kunnen veroorzaken en maar al te dikwijls het leven laten aan gebrekkelyken die voortaan nog enkel in staat zijn om hun brood te bedelen. Welnu, die kenteekens, spiertrilling, lamheid, komen uiterst dikwijls voor, en wel bij voorkeur in de armen, meest nog in den rechterarm en, in goed gekenmerkte gevallen, kan de zieke noch zijne vingeren rechthouden, noch zijne hand die lam aan 't lijf hangt.

Men begrijpt derhalve welke verwoesting heerscht in een gestel dat door loodlamheid is geslagen en welk nuttig werk een aldus getroffen ongelukkige nog kan verrichten.

Wat de hersenkrenking door loodzichte betreft, zij kan verwekken kalme of woedende raaskalling en coma, stuiptrekkingen of vallende ziekte, en eindigen met den dood, in 23 t. h. van de gevallen.

Laat ons zien of de statistieken het eens zijn met de geneesheeren en of loodwit wel wezenlyk zoo giftig is als men wel zegt. In het Handboek der beroepsziekten, van Sommerfeld, door Dr Degeynst in 't Fransch vertaald, vinden wij daarover belangwekkende inlichtingen. Ziehier onder andere :

Bij de arbeiders van al de vereenigde ziekenfondsen der stad Keulen waren er jaarlyks, gedurende de vier laatste jaren op 100 werklieden, 56 gevallen en 787 dagen van ziekte, terwijl nagenoeg duizend arbeiders der loodverffabrieken voor de jaren 1892, 1893 en 1894, op 100 werklieden gemiddeld tot 96, 94 en 89 gevallen opleverden met 4150, 4122 en 4097 dagen van ziekte. (*Jahresbericht der Königl. Preuss. Regierungs- und Gewerbe-Ärte für 1895*, blz. 495 en vlg.)

Dezelfde oorkonden bewijzen dat bij de schilders de ziekten, door lood verwekt, buitengewoon talrijk zijn, 't is te zeggen 1/3-bedragen van al de ziekten.

De toestand is overal dezelfde : de werkomstandigheden der schilders verkorten hun leven. Uit eene statistiek, opgemaakt door de syndicale

kamer der vernissers te Parijs, blijkt dat op 200 leden dier kamer, 18 sterfgevallen werden vastgesteld gedurende de jaren 1898 en 1899 en de oudste van de afgestorvenen telde 33 jaar !

Men ontveinze zich niet dat lood niet alleenlijk doodt door zichzelf, maar ook het gestel zoozeer onderdrukt dat het lichaam als een gunstig voorbereide grond wordt voor het aankweken van talrijke andere kwalen, en meer voornamelijk gunstig voor het uitbroeien van besmettelijke ziekten en vooral tering. Zoo blijkt uit de stukken, uitgegeven door Sommerfeld, dat de gemiddelde leeftijd bij 't afsterven der schilders, aangesloten bij de plaatselijke kas te Berlijn, in de jaren 1889-1893, 38 jaar bedroeg en dat op 100 dier overlijdens, 39.53 voortsproten uit ziekten van het ademhalingsgestel en 55.13 anderzijds te wijten waren aan tering.

De noodlottige invloed van lood werd insgelijks vastgesteld door Hirt, die, het eerst van allen, gewezen heeft op de veel talrijkere gevallen van tering bij de arbeiders die loodstof, dan bij hen die ijzer of koper verwerken; bij deze laatste zijn er slechts 12 t. h. teringlijders; bij de eerste, 21 t. h. !

De Engelsche statistieken besluiten in denzelfden zin.

Sterfte en ziekelijkheid bij arbeiders die loodverbindingen verwerken, en meer voornamelijk bij schildersgasten, zijn dus onbetwistbaar talrijker dan bij andere ambachten.

Er is nog meer : loodvergiftiging is gevaarlijk, niet alleen voor den arbeider, maar ook voor zijn nakomelingschap, want, zooals te lezen staat in het boek over de beroepsziekten, uitgegeven door het Ministerie van Koophandel in Frankrijk, oefent loodziekte klaarblijkelijk haren invloed uit op de verwekte kinderen.

Op 123 gevallen van zwangerschap, de vader en de moeder aan loodziekte onderhevig zijnde, heeft Constantin Paul 64 miskramen, 4 voorbarige kramen, 5 doodgeborenen vastgesteld, en 20 overlijdens in het eerste jaar. In zijne studiën als wetsdokter stelt Tardieu vast dat er 609 miskramen zijn op 1,000 bevruchte vrouwen die lood verwerken. Constantin Paul stelde verder nog vast dat op 141 bevruchtingen — de vader alleen aan loodziekte onderhevig zijnde — er 82 miskramen waren, 4 voorbarige kramen, 3 doodgeborenen; en van de 50 levende kinderen zijn er 20 gestorven in den loop van 't eerste jaar en 15 andere tusschen 1 en 3 jaar.

Laat ons, tot slot van die pijnlijke opsomming, zeggen dat hetzelfde boek aanhaalt dat talrijke waarnemingen door den heer Roques in de *Salpêtrière* en te Bicêtre, bevestigen dat de kinderen geboren uit vergiftigde vaders die zelfs niet aan de jenever waren verslaafd, vaak onderhevig zijn aan verstandsziekten, stompzinnigheid, onnoozelheid, vallende ziekten enz., en de kinderen, door die vadere verwekt gedurende de vergiftiging, zouden de eenige ontaarden zijn in de familie !

Doch genoeg. Nutteloos verder aan te dringen op de bezwaren van het gebruik van lood en loodzouten; hunne erge vergiftigende kracht is ten overvloede bewezen en klaarblijkend is het dat de openbare machten onbetwistbaar tot plicht hebben op te treden, om zooveel mogelijk het gevaar

te verminderen, waaraan arbeiders blootstaan, wier dagelijksch brood het rantsoen is van eene regelmatig terugkomende en dikwijls ongeneesbare vergiftiging.

Welnu, het is mogelijk de gezondheid en het leven te vrijwaren van een aantal hunner, en wel door het gebruik te verbieden van de meest verspreide en gevaarlijkste der loodverbindingen, namelijk het loodwit.

Die vervanging kan geschieden zonder eenige moeilijkheid [hoegenaamd, zonder de minste stoornis te verwekken in de aanzienlijke schildersnijverheid.

Thans is het bewezen dat loodwit voordeelig kan vervangen worden, zelfs in nijverheidsopzicht, door niet vergiftigende stoffen, welke dezelfde hoedanigheden bezitten als loodwit zonder dezès erge bezwaren. Met zekere dier stoffen werden talrijke proefnemingen gedaan die, meer voornamelijk voor zinkwit, de onschadelijkheid van haar verbruik en de degelijkheid van hare behandeling hebben bewezen.

Tot staving van die bevestiging, zou ik een aantal getuigenissen kunnen invoeren van hoogst bevoegde mannen, ingenieurs, bouwkundigen, ondernemers. Dat zou mij echter te ver leiden. Enkel wijs ik op de werkzaamheden in het Stadslaboratorium te Parijs, op de heerlijke studie van onzen landgenoot, den heer bouwmeester Van Langendonck, en vooral op de jarenlange ondervinding van het huis Leclair te Parijs, dat sedert 1844 uitsluitend zinkwit bezigt voor zijne schilderwerken.

Niets wettigt voortaan het gebruik van loodwit; het is daarentegen dringend noodig het te verbieden.

De Kamer zal de verantwoordelijkheid niet willen dragen van het handhaven van een toestand die ellende, ondergang en ziekte, zooniet den dood, strooit in den schoot van zooveel werkmansgezinnen.

D^r DELBASTÉE.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

L'emploi de la céruse est interdit dans les ateliers, chantiers, bâtiments et tous autres lieux où s'exécutent les travaux de peinture en bâtiments.

ART. 2.

L'interdiction partielle ou totale des autres produits à base de plomb employés dans les travaux de peinture en bâtiments pourra être prononcée, par arrêté ministériel, le conseil d'hygiène entendu.

ART. 3.

Les chefs d'industrie, directeurs d'ateliers, gérants ou préposés qui contreviendront à la présente loi seront passibles d'une amende de 26 à 50 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions constatées, sans que le chiffre total puisse excéder 500 fr.

En cas de récidive, l'amende sera portée de 50 à 500 francs, sans que le chiffre total puisse excéder 2,500 francs,

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur dans le délai d'un an à dater de sa promulgation.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Het gebruik van loodwit is verboden in de werkplaatsen, op de werven, in de gebouwen en alle andere lokalen waar huisschilderwerk wordt uitgevoerd.

ART. 2.

Het gedeeltelijk of geheel verbod, gebruik te maken van de andere loodhoudende voortbrengselen voor huisschilderwerk gebezigd, kan bij ministerieel besluit worden uitgevaardigd, den raad voor openbare gezondheid gehoord.

ART. 3.

De nijverheidshoofden, bestuurders van werkplaatsen, beheerders of gelastigden die deze wet overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 50 frank.

De boete wordt zooveelmaal opgelegd als er overtredingen zijn vastgesteld, zonder dat het geheele cijfer 500 frank moge te boven gaan.

In geval van herhaling, wordt de boete gebracht van 50 op 500 frank, zonder dat het geheele cijfer 2,500 frank moge te boven gaan.

ART. 4.

Deze wet treedt in werking binnen het tijdsverloop van één jaar, te rekenen van hare afkondiging.

D^r DELBASTÉE.

L. BERTRAND.

E. ANSEELÉ.

ANT. DELPORTE.

M. TERWAGNE.

L. MEYSMANS.

BIJLAGE II

Wet van 20 Augustus 1909.

ARTIKEL 1.

Het is verboden loodwit, voor schilderwerk bestemd, te verkoopen, te vervoeren en te gebruiken in poeder, in brokken of in brooden.

De verkoop, het vervoer en het gebruik van loodwit in poeder, in brokken of in brooden, voor andere doeleinden bestemd, zijn enkel toegelaten onder voorwaarden en binnen grenzen, bij koninklijk besluit te bepalen.

ART. 2.

Het voor schilderwerk bestemd loodwit mag slechts worden verkocht, vervoerd en gebruikt in den vorm van fijngestampt en met olie gekneedeeg.

ART. 3.

Het gedeeltelijk of volstrekt verbod, andere loodhoudende voortbrengselen, bij huisschilderwerk gebezigd, te verkoopen, te vervoeren en te gebruiken in poeder, in brokken of in brooden, kan bij ministerieel besluit worden uitgevaardigd, den Hoogereren Raad voor openbare gezondheid gehoord.

ART. 4.

Het droog afkrabben en het droog puimen van de met loodwit bestreken vlakken is verboden.

ART. 5.

Overtreding van de bepalingen dezer wet en van de besluiten betreffende hare uitvoering wordt gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

ART. 6.

Ingeval van herhaling binnen twaalf maanden volgende op eene veroordeeling, uit kracht van deze wet uitgesproken, wordt het minimum der boete tot op 100 frank en het maximum tot op 1,000 frank gebracht.

ART. 7.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van het 1^{re} boek van het Strafwetboek zijn van toepassing op de overtredingen, hierboven voorzien.

ART. 8.

De ambtenaren, door de Regeering aangewezen voor het toezicht op den arbeid, zijn bevoegd de overtredingen vast te stellen door middel van processen-verbaal; deze verdienen geloof, behoudens tegenbewijs.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt, binnen acht en veertig uren, afgegeven aan den overtreder, op straffe van nietigheid.

ART. 9.

Deze wet treedt in werking binnen het tijdsverloop van één jaar, te rekenen van hare bekendmaking.

BIJLAGE III.

FRANSCH WET OP HET GEBRUIK VAN LOODWIT IN SCHILDERWERK
UITGEVOERD ZOOWEL BUITEN ALS BINNEN DE GEBOUWEN.

EERSTE ARTIKEL.

In de werkplaatsen, op de werven, in de gebouwen die opgericht of hersteld worden, en, over 't algemeen, in elk werklokaal waar huisschilderwerk wordt uitgevoerd, zijn de nijverheidshoofden, de bestuurders of zaakvoerders verplicht, buiten de voorschriften der wet van 12 Juni 1893 op de gezondheids- en veiligheidsmaatregelen ten bate van de arbeiders, ook de volgende voorschriften na te leven :

ART. 2.

Vijf jaar na de afkondiging van deze wet zal het verboden zijn, nog loodwit, loodwithoudende lijnolie en elk loodwithoudend gespecialiseerd product te gebruiken voor alle verfwerken, van welken aard ook, die, zoowel buiten als binnen de gebouwen, door de schildersgasten worden uitgevoerd.

ART. 3.

Een reglement van openbaar bestuur, uitgevaardigd na inwinning van het advies van het Raadgevend Comité van kunsten en fabrieken, alsmede van de Commissie voor de gezondheid in de nijverheid, bepaalt, bij voorkomend geval, voor welke bijzondere werken van de vorige bepalingen kan afgeweken worden.

ART. 4.

De arbeidsopzieners zijn gelast te zorgen voor de uitvoering van deze wet. Daartoe hebben zij vrijen toegang tot al de inrichtingen, genoemd in artikel 1. Evenwel mogen de opzieners, wanneer de verfwerken worden uitgevoerd in bewoonde vertrekken, er slechts binnentreden na door de bewoners van die vertrekken daartoe gemachtigd te zijn.

ART. 5.

De artikelen 5, 7, §§ 1 en 3, 9 en 12 der wet van 12 Juni 1903 zijn van

toepassing op de vaststelling van de overtredingen voorzien bij deze wet, alsmede op de beteugeling daarvan.

BIJLAGE IV.

DE ZIEKTEN VAN DEN SCHILDER. EEN OFFICIEEL ONDERZOEK IN BEIEREN.

Vóór tál van ziekten onder de schilders moeten de geneesheeren optreden. Doch zelden werd daarover eene algemeene statistiek bekendgemaakt.

Ons land zou soortgelijke statistiek niet kunnen leveren, wijl de aangifte der beroepsziekten niet verplichtend is.

In Saxon moeten de loodziekten aangegeven worden en het komt vreemd voor, vast te stellen hoe het getal zieken, van wie de gezondheidsdienst de vergiftiging verneemt, aldaar toeneemt : 89 in 1903, 491 in 1907 !

Om een juist begrip van den toestand te verkrijgen, wat de ziekten der schilders betreft, stelde de Beiersche Regeering een algemeen onderzoek in, waarbij talrijke werklieden door de geneesheeren werden ondervraagd. Dit onderzoek bevestigde dat, in talrijke gevallen, de toestand werkelijk was wat men vermoedde. De schilders zijn meer aan ziekten onderhevig dan het meerendeel der overige ambachtslieden.

De gekende statistiek der Verzekeringskas van Leipzig had reeds inlichtingen van bedroevenden aard daarover verstrekt. Doch een feit, dat minder opvallend is (omdat wij vooral het oog hebben op de loodziekte), is het groot getal ziekten door verkoudheid, welke dat bedrijf aantasten.

Op 100 ziektegevallen behooren er 37 tot die groep, en op deze 37 zijn er 7 van rheumatischen aard.

De tuberculose komt er meer voor dan gemiddeld in de arbeidersklasse.

De gemiddelde duur van eene loodziekte is van 29 dagen (Leipzig) tot 47 dagen (Dresden). Niets toont het groote belang van de bestrijding der loodziekte beter aan dan het aantal verloren dagen.

De 694 personen, die het slachtoffer waren van het rampzalig product, hebben 3,208 weken of ongeveer 64 jaren arbeid verloren !

Voor ieder ziektegeval moesten de verzekeringskassen gemiddeld 76 mark 80 uitgeven.

Verscheidene bevindingen kan men met genoegen aanteekenen. Men stelde vast dat de leerjongens, die deel uitmaken van syndicaten, er zich meer op toeleggen, de voorschriften der gezondheidsleer in acht te nemen.

De vergiftiging komt tamelijk snel bij de leerjongens voor. Zelden verloop er meer dan vijf jaar tusschen het oogenblik, waarop het lood begint te werken, en dat, waarop de ziekte ontstaat. De ziekte zou het gevolg zijn van de onoplettendheid en van de onbedachtzaamheid der jonge lieden.

De opzieners ondervroegen de schilders om te vernemen welke, naar hun oordeel, de oorzaak der ziekte was. Een vierde onder hen schrijft ze toe aan de inademing van stof, een vijfde wijst op het gebrek aan zindelijkheid.

De vergiftiging wordt bevorderd door het alcoholverbruik en vooral door het misbruik van tabak.

De opzieners stellen voor, strengere vereischten betreffende de zindelijkheid, tot in de kleinste werkplaatsen toe, op te leggen; het gebruik van alcohol en van tabak op het werk te verbieden en, op gezette tijden, den gezondheidstoestand der werklieden te doen onderzoeken.

Dr. ENSCH.

Dagblad *Le Peuple*.
